INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 12 décembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont fini en légère baisse à l'orée d'une semaine qui sera rythmée par les décisions de politique monétaire des principales Banques centrales mondiales. L'indice CAC 40 a perdu 0,41% à 6 650,55 points tandis que l’indice EuroStoxx50 a reculé de 0,41% à 3 926,46 points. La tendance était en revanche positive à Wall Street où le Dow Jones progressait de 0,82% vers 17h30. Les Bourses américaines avaient connu une semaine dernière difficile.
* Les trois prochains jours seront critiques pour les Bourses mondiales. Demain, les investisseurs prendront connaissance de l'inflation aux Etats-Unis en novembre. Cette statistique sera publiée alors que plusieurs données américaines récentes ont surpris par leur vigueur. La dernière en date était l'indice des prix à la production en novembre, vendredi.
* Les investisseurs tourneront ensuite leur attention vers les Banques centrales. La Fed fera connaître sa décision mercredi, suivie par la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre, jeudi. Pictet Wealth Management prévoit que la Réserve fédérale, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre augmenteront leurs taux directeurs de 50 points de base cette semaine. " Leurs communications devraient rester hawkish, cohérentes avec des taux directeurs plus élevés et aucune baisse de taux anticipée ", précise le gestionnaire d'actifs.
* « Bien que nous soyons convaincus que le dollar américain a atteint un sommet, tout comme l'inflation américaine, et que nous nous attendons à ce que les deux s'affaiblissent encore au cours de l'année à venir, il existe un risque important que les annonces de l’inflation américaine et de la décision de la Fed n’entraînent un ‘short squeeze’ sur le dollar américain avant la fin de l'année » met en garde MUFG.

Un ' short squeeze " se produit notamment lorsque des vendeurs à découvert, qui empruntent un actif pour le vendre, sont surpris par une forte hausse de cet actif. Ils doivent alors racheter cet actif pour clôturer leur position et limiter leurs pertes. Ce faisant, ils alimentent la progression de cet actif.

Sur le marché des changes, l'euro gagne 0,30% à 1,566 dollar, mais plafonne sous 1,6 dollar depuis quelques jours.

* Dans un rapport publié ce jour, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) considère que l'Union européenne va devoir davantage diminuer ses besoins de gaz à l'hiver 2023/2024 en cas d'arrêt total des livraisons russes. "L'Union européenne a fait des progrès significatifs dans la réduction de la dépendance à l'égard des approvisionnements russes en gaz naturel, mais elle n'est pas encore sortie de la zone de danger", a estimé Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, dans ce rapport.

" Bon nombre des circonstances qui ont permis aux pays de l'UE de remplir leurs sites de stockage avant cet hiver pourraient bien ne pas se reproduire en 2023 ".

L'AIE souligne qu'il est " vital de renforcer l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les pompes à chaleur et les actions simples d'économie d'énergie pour éviter le risque de pénuries et de nouvelles flambées brutales des prix l'année prochaine ".

Les mesures déjà prises par les gouvernements de l'UE en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et de pompes à chaleur devraient contribuer à réduire l'écart potentiel entre l'offre et la demande de gaz en 2023. Une reprise de la production nucléaire et hydroélectrique par rapport à leurs niveaux les plus bas de la décennie en 2022 devrait également contribuer à réduire cet écart.

Toutefois, " l'écart potentiel entre l'offre et la demande de gaz de l'UE pourrait atteindre 27 milliards de mètres cubes en 2023 dans un scénario dans lequel les livraisons de gaz de la Russie tomberaient à zéro et les importations chinoises de GNL rebondiraient aux niveaux de 2021 ", explique l'AIE dans son rapport.

* Le PIB britannique a progressé de 0,5% en octobre après avoir reculé de 0,6% en septembre, a annoncé l'Office of national statistics. Il avait été pénalisé en septembre par le jour de congé national attribué pour l'enterrement de la reine. Dans un contexte plus large, le PIB a diminué de 0,3% au cours des trois mois se terminant en octobre 2022 par rapport aux trois mois se terminant en juillet 2022. Le secteur des services a été le principal contributeur à la croissance du PIB en octobre 2022.

Il a enregistré une croissance de 0,6% après s'être replié de 0,8% en septembre.

* Le taux de croissance annuel des encours de crédits a continué de progresser à un rythme très soutenu en octobre, a indiqué la Banque de France. Ils ont augmenté de 8,6 %, après des hausses de respectivement 7,9 % en septembre et 7,2 % en août. Toutes les catégories d’entreprises, PME (+5,7%), ETI (+6,6%) ou Grandes entreprises (+19,9%) sont concernées.

La croissance annuelle du crédit à l'investissement se renforce encore (+ 8,3 %, après + 8,1 % en septembre), toujours portée par sa composante équipement, dont la croissance atteint 10,5 %, après une progression 10 % en septembre. Le crédit de trésorerie progresse également nettement à 11,1 %, après une hausse de 8,4 % en septembre.

Le coût des crédits bancaires augmente de 32 points de base en octobre à 2,50 %. Ce coût augmente nettement quelle que soit la taille d'entreprises en octobre : + 34 points pour les grandes entreprises (2,07 %), + 31 points pour les ETI (2,47 %) et les PME (2,67%).

Le coût des émissions de titres de dette se détend légèrement : 4,39%, après 4,47% en septembre.

Au total, le coût global des financements des sociétés non-financières atteint 3,15 % en octobre, en hausse de 17 points de base sur un mois.

**SOCIETES**

* Sur le plan des valeurs, Sanofi a fini en légère baisse même s'il a renoncé à faire une offre sur Horizon Therapeutic, finalement rachetée par Amgen. Les valeurs liées à l'immobilier (Carmila, Unibail-Rodamco-Westfield...) ont connu des dégagements alors que la perspective d'une hausse des taux est défavorable à ce segment de la cote.
* Sanofi s'est affiché en légère baisse (-0,24% à 88,52 euros) après avoir annoncé hier la fin des discussions en vue d'un rachat de Horizon Therapeutics, société biotech irlandaise, spécialiste des maladies rares, et sa décision de ne pas faire d’offre sur elle. C’est finalement la société américaine Amgen qui rachète Horizon pour 27,8 milliards de dollars comme elle l'a annoncé ce lundi.

"Comme les attentes en matière de prix de transaction (pour Horizon) ne répondent pas aux critères de création de valeur de Sanofi, Sanofi annonce qu'elle n'est plus en discussion avec Horizon et qu'elle n'a pas l'intention de faire une offre", a indiqué le groupe français dans un bref communiqué.

* Saint-Gobain a enregistré un repli de 1,45% à 46,12 euros. Le spécialiste des matériaux de construction a annoncé ce lundi la cession de toutes ses marques de négoce au Royaume-Uni au groupe danois Stark. Cette transaction, qui doit se faire sur la base d'une valeur d'entreprise de 740 millions de livres sterling, soit environ 850 millions d’euros, n'est soumise à aucune condition externe et devrait être finalisée au premier trimestre 2023.

Présent dans 76 pays, Saint-Gobain a précisé qu'à cette échéance le groupe n'aura alors plus d'activité de distribution au Royaume-Uni.

Depuis plusieurs mois, l'entreprise multiplie les cessions dans le cadre de son plan stratégique baptisé "Grow & Impact", qui vise à "améliorer le profil de croissance et de rentabilité du groupe". Ce plan a déjà fait clairement sentir son impact sur les résultats du groupe. Son résultat d'exploitation a atteint un nouveau record au cours du semestre, s'élevant à 2,80 milliards d'euros.

L'activité cédée devrait générer un chiffre d'affaires d'environ 2,7 milliards d'euros en 2022 et une marge d'exploitation d'environ 2%. Elle dispose de 600 points de vente et emploie 8 900 personnes.

* TF1 (-1,48% à 7 euros) a réalisé sa meilleure audience de l'année à l'occasion de France-Angleterre (2-1) diffusé samedi soir. La rencontre, comptant pour les quarts de finale du Mondial de football au Qatar, a rassemblé 17,72 millions de téléspectateurs, soit 62,8% de part d'audience. Lors du match précédent des Bleus, face à la Pologne (3-1), la Une avait réuni 14,32 millions de téléspectateurs.

Dans un tweet, la filiale du groupe Bouygues s'est réjouie" d'énormes performances " sur plusieurs de ses cibles commerciales, notamment les femmes responsables des achats de moins de 50 ans (FRDA-50), présentes à 71% devant le poste, tout comme les trois quarts des 25-49 ans.

Un nouveau record d'audience devrait être battu ce mercredi soir (20h) pour France-Maroc en demi-finales du Mondial.

Du côté de la régie publicitaire, on se frotte les mains, les tarifs grimpant à mesure que les Bleus progressent dans la compétition.

Selon des informations de presse, le prix d'un spot de 30 secondes pourrait atteindre jusqu'à 330 000 euros bruts en cas de présence des protégés de Didier Deschamps en finale.

* L’action du London Stock Exchange (LSEG) a gagné 3,29% à 7650 pence, affichant la plus forte hausse de l’indice FTSE 100. L’opérateur de la Bourse de Londres bénéficie de l’entrée de Microsoft à son capital à hauteur d'environ 4% dans le cadre d’un partenariat stratégique de 10 ans dans les solutions cloud et d’analyse de données de nouvelle génération. Microsoft va acquérir cette participation via le rachat d'actions auprès du consortium Blackstone/Thomson Reuters. Celui-ci était devenu actionnaire du LSEG lors de l'acquisition par celui-ci du spécialiste des données Refinitiv.

" Ce partenariat stratégique est une étape importante dans le parcours de LSEG pour devenir le leader mondial de l'infrastructure et des données des marchés financiers, et transformera l'expérience de nos clients ", a déclaré le Directeur général de la Bourse britannique, David Schwimmer.

La plateforme de données de LSEG et d'autres infrastructures technologiques clés seront migrées vers Microsoft Azure, ce qui renforcera sa stratégie existante de migration vers le cloud.

" La croissance du chiffre d'affaires de LSEG devrait augmenter de manière significative au fil du temps, à mesure que les nouveaux produits seront mis en service ", a souligné le groupe britannique. Ce dernier prévient cependant que ce partenariat se traduira également par des coûts additionnels.

* Le feuilleton se poursuit concernant la vente d'OL Groupe à Eagle Football dirigée par le milliardaire américain John Textor. Après plusieurs rebondissements et reports de date, le club lyonnais devrait être officiellement vendu le 19 décembre, comme l'a confirmé samedi le groupe dans un communiqué. "Le contrat est ferme et inconditionnel, précisent les signataires du communiqué. Eagle a confirmé que tous les accords ont été obtenus et que les contrats correspondants ont été signés, de telle sorte que les conditions sont réunies pour procéder à la réalisation de l'opération".

Le montant de l'opération est estimé à 800 millions d'euros.

"La société publiera un communiqué de presse lorsque le closing sera réalisé", a fait savoir OL Groupe. Affaire à suivre...

**ANALYSE**

* Attention, limitation à 50. Les grandes banques centrales, qui tiennent cette semaine leur dernière réunion de l'année, devraient ralentir le rythme dans leurs hausses de taux. C'est la Réserve fédérale qui ouvrira le bal. Elle devrait annoncer, mercredi, un relèvement de 50 points de base de ses taux directeurs, après quatre tours de vis successifs de 75 pb chacun, poursuivant néanmoins son plus rapide resserrement monétaire (375 pb en six mois) depuis les années 80.

A l'appui de ce début de modération, une inflation qui commence enfin à montrer des signes de faiblesse outre-Atlantique, s'établissant à 7,7% sur 12 mois en novembre, contre 8,2 % en octobre. Au sein de la banque centrale américaine, plusieurs voix ont estimé que l'action menée depuis mars « commençait à porter ses fruits ».

« Il est logique de modérer le rythme de nos hausses de taux alors que nous nous approchons du niveau de restriction monétaire suffisant pour faire baisser l'inflation, peut-être dès la réunion de décembre », avait ainsi déclaré Jerome Powell - le président de la Fed - dans un discours à la Brookings Institution de Washington fin novembre. Une inconnue subsiste, celle de l'ampleur de la hausse des prix aux Etats-Unis en novembre, qui ne sera publiée que ce mardi.

Jeudi, à Londres, la Banque d'Angleterre (BoE) devrait elle aussi monter son taux directeur de 50 pb. Le suspense est moins important. Certes, la BoE avait frappé fort en novembre, avec la première hausse de 75 pb depuis 1989. Mais le contexte était alors très différent.

Les importantes baisses d'impôts non financées prévues dans le plan de relance de la Première ministre Liz Truss avaient alimenté les pressions inflationnistes et effrayé les marchés. L'arrivée de Rishi Sunak au pouvoir - avec un programme beaucoup plus orthodoxe du point de vue budgétaire - va permettre un retour à la normale pour la BoE.

C'est de Francfort que pourrait venir la surprise. Les récentes déclarations de Philip Lane semblent ouvrir la voie à une modération de l'action de la Banque centrale européenne, qui a déjà monté ses taux de 200 pb depuis juillet. « Il est probable que nous soyons proches du pic d'inflation », a estimé l'économiste en chef de la BCE. François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, s'est déclaré personnellement favorable à une hausse de 50bp.

Mais, pour les plus farouches partisans du resserrement monétaire - et notamment l'influente membre du directoire Isabel Schnabel -, un troisième relèvement consécutif de 75 pb peut être souhaitable, face à une inflation qui reste cinq fois plus élevée que l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale. D'autres « faucons » - les tenants de l'orthodoxie monétaire - sont plus mesurés.

Car le prochain conseil des gouverneurs, qui se tiendra mercredi et jeudi, devrait être le théâtre d'intenses négociations. Christine Lagarde, présidente de la BCE, s'est engagée à présenter les grands contours d'un resserrement quantitatif. C'est-à-dire la stratégie qui permettra à l'institution de dégonfler très progressivement son portefeuille obligataire, actuellement de 5.000 milliards d'euros. Le sujet tient à cœur aux faucons, qui seraient a priori prêts, pour le faire avancer, à lâcher du lest sur la hausse des taux.

Quoi qu'il en soit, « nous nous attendons à ce que ce ralentissement du rythme de resserrement s'accompagne d'une bonne dose de rhétorique pour bien faire comprendre que les banques centrales n'en ont pas encore fini avec la lutte contre l'inflation », prédit Gilles Moëc, économiste en chef chez AXA. Le risque, pour ces dernières, serait de donner l'impression qu'elles sont prêtes à changer de direction. Alors qu'elles entendent continuer à relever leurs taux et les conserver à un niveau élevé tant que l'inflation ne sera pas durablement maîtrisée.

Les marchés, de leur côté, commencent à douter, estimant notamment que le risque de récession qui se dessine forcera les instituts monétaires à faire au moins une pause. Cette tendance se lit dans le « rally » de ces dernières semaines, qui a vu les taux souverains à 10 ans des deux côtés de l'Atlantique diminuer de 40 à 50 pb. Une amélioration des conditions de financement qui va à l'encontre de la volonté des banques centrales de renchérir le coût du crédit pour faire descendre l'inflation.

**L’AGENDA DU 13 décembre 2022**

**7h30 en France**  
Emploi salarié au troisième trimestre

**8h00 en Allemagne**  
Inflation en novembre

**11h00 en Allemagne**  
Indice ZEW du sentiment des investisseurs sur les perspectives économiques en décembre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Inflation en novembre